

- leden van de Raad van beheer van het BRF, waarbij hun aantal met datgene van de vakbondsafgevaardigden overeenstemt.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen dat het bij afwezigheid vervangt.

Van rechtswege woont de directeur van het BRF met raadgevende stem de zittingen van het Comité bij. De commissarissen van de Regering oefenen dezelfde functie bij het Comité uit als bij de andere organen van het BRF.

De voorzitter van de Raad van beheer van het BRF of, indien hij verhinderd is, een ander lid van de Raad van beheer van het BRF neemt het voorzitterschap van het Comité waar.

De Regering bepaalt de werkwijze van het paritair Comité.

Art. 103. Het paritair Comité heeft als opdrachten :

- het financieringsplan van het Fonds vast te leggen;
- reserves aan te leggen;
- jaarlijks een actuair verslag op te maken of te laten opmaken zodat het mogelijk is de ontwikkeling van het systeem te controleren en, in voorkomend geval, bepaalde parameters te corrigeren;
- de rekeningen en het beheer van het fonds te controleren en goed te keuren.

Art. 104. Het paritair Comité kan het financieel, technisch of administratief beheer van het Fonds geheel of gedeeltelijk aan een instelling overdragen die overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen erkend is.

Indien een dergelijk contract wordt afgesloten, moet het in een opzeggingstermijn van één jaar voorzien. De kosten van zo'n contract worden door het BRF gedragen.

Eupen op 29 juni 1998.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

J. MARAITE,
Minister-President,
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid,
Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme

K.-H. LAMBERTZ,
Minister van Jeugd, Vorming,
Media en Sociale Aangelegenheden

W. SCHRÖDER,
Minister van Onderwijs, Cultuur,
Wetenschappelijk Onderzoek, Monumenten en Landschappen

Nota

Zitting 1997-1998 :

Bescheiden van de Raad : 116 (1997-1998) nr. 1. Ontwerp van besluit. — 116 (1997-1998) nr. 2. Voorontwerp en advies van de Raad van State. — 116 (1997-1998) nrs. 3-4. Voorstellen tot wijziging. — 116 (1997-1998) nr. 5. Verslag. — 116 (1997-1998) nr. 6. Voorstel tot wijziging betreffende de tekst, aangenomen door de Commissie.

Integraal verslag : Discussie en aanneming. — Zitting van 29 juni 1998.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1815

[C - 98/27415]

9 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la composition et le fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, notamment l'article 8, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le siège de la Commission d'accès aux documents administratifs, dénommée ci-après la Commission, est établi dans les locaux du Ministère de la Région wallonne, place de la Wallonie 1, à 5100 Jambes.

Art. 2. § 1^{er}. La Commission se compose d'un président et de quatre membres, dont un vice-président.

Ils sont nommés par le Gouvernement pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

§ 2. Le président est un magistrat ou un magistrat honoraire du rôle francophone.

Deux membres sont nommés parmi les fonctionnaires de la Région ou des personnes morales de droit public qui en dépendent, de rang A3 au moins.

Les deux autres membres ne sont ni fonctionnaires de la Région, ni employés par celle-ci ou par une personne morale de droit public qui en dépend. Ils sont diplômés de l'enseignement universitaire et possèdent des connaissances en droit administratif. Le vice-président est désigné parmi eux.

Il est nommé pour chacun des membres, un suppléant sous les mêmes conditions que les membres effectifs.

§ 3. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant. Si un membre démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission, le suppléant achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. En cas d'empêchement ou d'absence du président, ou dans l'attente de son remplacement, ses missions sont remplies par son suppléant.

En cas d'empêchement ou d'absence du président et de son suppléant ou dans l'attente de leur remplacement, ses missions sont remplies par le vice-président.

En cas d'empêchement ou d'absence du président, de son suppléant et du vice-président ou dans l'attente de leur remplacement, les missions sont remplies par le suppléant du vice-président.

Art. 3. Avant d'entrer en fonction, le président, le vice-président, les membres effectifs et les membres suppléants prêtent serment entre les mains du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle.

Art. 4. Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents à la délibération sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après leur nomination, ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Il est en outre interdit aux membres visés à l'article 2, § 2, alinéa 2, d'être présents à une délibération dont l'objet se rapporte à des dossiers dans la gestion desquels ils sont intervenus ou qui ont été traités dans la Direction générale ou la personne morale de droit public à laquelle ils appartiennent.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent être relevés de leur charge en cas de manquements à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Art. 6. Les membres effectifs ou les membres suppléants de la Commission ont droit à un jeton de présence de F 2 500 par réunion qui dure au moins deux heures.

Ce montant est porté à F 3 000 pour le président ou le vice-président, s'il assure la présidence.

Ces montants sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'index-santé. L'index de référence est celui du 1^{er} janvier 1998.

Art. 7. § 1^{er}. Pour l'accomplissement de leur mission, les membres de la Commission sont soumis à l'application des articles 5 à 7 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

§ 2. Les membres de la Commission qui utilisent leur voiture personnelle pour se rendre en séance ou pour accomplir une mission ont droit à l'indemnité prévue à l'article 17 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965.

Pour la détermination de la distance qui sert de base au calcul de cette indemnité, il y a lieu de prendre en considération la distance qui sépare l'endroit de la séance ou de la mission de la résidence principale ou du lieu de travail, selon la distance la plus courte.

Par résidence principale, il faut entendre la commune où le membre est inscrit dans les registres de la population.

§ 3. Les membres de la Commission ont droit au remboursement de leurs frais de séjour sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

§ 4. Pour l'application du présent article, les membres de la Commission sont assimilés à des fonctionnaires de rang 15.

Art. 8. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur dans le mois qui suit son installation.

Ce règlement est adopté à l'unanimité par les membres présents et est approuvé par le Gouvernement.

Art. 9. Le président dirige les débats et signe au nom de la Commission toutes les correspondances, toutes les recommandations et tous les avis.

Art. 10. La Commission ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité absolue.

En cas de partage des voix, la voix du président, ou en cas d'absence de celui-ci, celle du vice-président, est prépondérante.

Les avis de la Commission sont motivés et publics.

Art. 11. La Commission peut, si elle le juge nécessaire pour l'exercice de ses fonctions, se faire assister par des experts.

Art. 12. A la demande du président et dans le cadre du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, les autorités administratives sont tenues de communiquer à la Commission tous les documents et renseignements utiles.

Celles-ci peuvent demander d'être entendues par la Commission.

Art. 13. Les frais de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat sont à charge du budget général de la Région wallonne.

Art. 14. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire du niveau 1 du Ministère de la Région wallonne désigné par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 15. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1815

[C - 98/27415]

9. JULI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, insbesondere des Artikels 8 § 1;
Aufgrund des am 1. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;
Aufgrund des am 8. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;
Aufgrund des am 7. Mai 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Sitz des Ausschusses für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen, nachstehend Ausschuß genannt, wird in den Räumlichkeiten des Ministeriums der Wallonischen Region, place de la Wallonie 1, in 5100 Jambes festgelegt.

Art. 2 - § 1. Der Ausschuß besteht aus einem Vorsitzenden und vier Mitgliedern, von denen einer das Amt eines stellvertretenden Vorsitzenden übernimmt.

Sie werden durch die Regierung für einen Zeitraum von 3 Jahren ernannt, der einmal verlängert werden darf.

§ 2. Der Vorsitzende ist ein Magistrat oder ein emeritierter Magistrat der französischen Sprachenrolle.

Zwei Mitglieder werden unter den Beamten des Ranges A3 mindestens der Region oder der von ihr abhängenden juristischen Personen, ernannt.

Die anderen zwei Mitglieder sind weder Beamte noch Beschäftigte der Region oder einer von ihr abhängenden juristischen Person. Sie sind Inhaber eines Diploms des universitären Unterrichts und besitzen Kenntnisse im Bereich des Verwaltungsrechtes. Der stellvertretende Vorsitzende wird unter sie ernannt.

Für jedes Mitglied wird unter den gleichen Bedingungen wie für die effektiven Mitglieder ein Ersatzmitglied als Stellvertreter ernannt.

§ 3. Wenn ein Mitglied verhindert oder abwesend ist, wird es durch seinen Stellvertreter ersetzt. Wenn ein Mitglied sein Amt niederlegt oder aus irgendwelchem Grund nicht mehr Mitglied des Ausschusses ist, dann wird der Stellvertreter das Amt seines Vorgängers weiterführen.

§ 4. Wenn der Vorsitzende verhindert oder abwesend ist, oder wenn er noch nicht ersetzt worden ist, werden seine Aufgaben durch seinen Stellvertreter wahrgenommen.

Wenn der Vorsitzende und sein Stellvertreter verhindert oder abwesend sind, oder wenn sie noch nicht ersetzt worden sind, werden die Aufgaben des Vorsitzenden durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen.

Wenn der Vorsitzende, sein Stellvertreter und der stellvertretende Vorsitzende verhindert oder abwesend sind, oder wenn sie noch nicht ersetzt sind, werden die Aufgaben durch das Ersatzmitglied des stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen.

Art. 3 - Bevor sie in Amt treten, legen der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende, die effektiven und Ersatzmitglieder in der Anwesenheit des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, mit der in Artikel 2 der Dekrets vom 20. Juli 1831 über den Eid bei dem Inkrafttreten der konstitutionellen Monarchie festgelegten Formel den Eid ab.

Art. 4 - Den Mitgliedern des Ausschusses ist es verboten, bei der Beschlußfassung über Gegenstände, an welchen sie vor oder nach ihrer Ernennung entweder ein unmittelbares Interesse oder ein Interesse als Geschäftsträger haben, oder für welche ein Verwandter oder Geschwägerter bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und unmittelbares Interesse hat, anwesend zu sein.

Außerdem wird den in Artikel 2 § 2 Absatz 2 erwähnten Mitgliedern verboten, bei einer Beschlußfassung anwesend zu sein, deren Gegenstand sich auf Akten bezieht, an deren Verwaltung sie teilgenommen haben oder die in der Generaldirektion oder der juristischen Person öffentlichen Rechtes, der sie angehören, behandelt wurden.

Art. 5 - Bei Nichterfüllung ihrer Pflichten oder bei Schädigung der Amtenwürde können die Mitglieder des Ausschusses ihres Amtes enthoben werden.

Art. 6 - Die effektiven oder Ersatzmitglieder des Ausschusses haben Anspruch auf Anwesenheitsgelder in Höhe von 2500 BEF für jede Sitzung, die mindestens zwei Stunden dauert.

Dieser Betrag wird für den Vorsitzenden oder für den stellvertretenden Vorsitzenden, wenn dieser den Vorsitz übernimmt, auf 3000 BEF erhöht.

Diese Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres entsprechend der Bindung an dem Gesundheitsindex angepaßt. Der Bezugsindex ist der Index des 1. Januar 1998.

Art. 7 - § 1. Für die Erfüllung ihrer Aufgaben sind die Mitglieder der Anwendung der Artikel 5 bis 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung der Fahrtkosten unterworfen.

§ 2. Die Mitglieder des Ausschusses, die ihren persönlichen Wagen benutzen, um zur Sitzung zu fahren, oder um eine Aufgabe zu erfüllen, haben Anspruch auf die in Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 vorgesehene Entschädigung.

Zur Bestimmung der Strecke, die als Basis für die Berechnung dieser Entschädigung dient, ist die kürzeste Strecke zwischen dem Ort der Sitzung oder des Dienstauftrags und dem Hauptwohnsitz oder dem Arbeitsplatz, zu berücksichtigen.

Unter Hauptwohnsitz versteht man die Gemeinde, in deren Bevölkerungsregister das Mitglied angemeldet ist.

§ 3. Die Mitglieder des Ausschusses haben Anspruch auf die Rückzahlung ihrer Aufenthaltskosten gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1964 zur Festsetzung der Entschädigungen für Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Ministerien.

§ 4. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden die Mitglieder des Ausschusses Beamten der Stufe 15 gleichgestellt.

Art. 8 - Der Ausschuß legt seine allgemeine Dienstordnung innerhalb des Monats nach seiner Einsetzung fest.

Diese Dienstordnung wird durch die anwesenden Mitglieder einstimmig angenommen und durch die Regierung genehmigt.

Art. 9 - Der Vorsitzende leitet die Debatten und unterschreibt im Name des Ausschusses jeden Briefwechsel, jede Empfehlung und jede Stellungnahme.

Art. 10 - Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur gültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit gefaßt.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden, oder falls dieser abwesend ist, die Stimme des stellvertretenden Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Stellungnahmen des Ausschusses sind begründet und öffentlich.

Art. 11 - Der Ausschuß kann, wenn er es zur Ausübung seines Amtes für notwendig hält, die Mitwirkung von Sachverständigen anfordern.

Art. 12 - Auf Antrag des Vorsitzenden hin und im Rahmen des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, sind die administrativen Behörden dazu verpflichtet, dem Ausschuß jede nützliche Unterlage und Information zu übermitteln.

Diese Behörden können eine Anhörung durch den Ausschuß beantragen.

Art. 13 - Die Funktionskosten und das Sekretariat des Ausschusses gehen zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region.

Art. 14 - Das Sekretariat des Ausschusses wird durch einen Beamten der Stufe 1 des Ministeriums der Wallonischen Region geführt, der durch den Minister des Öffentlichen Dienstes bezeichnet wird.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1815

[C - 98/27415]

**9 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de samenstelling en de werking van de Commissie voor inzage van bestuursdocumenten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, inzonderheid op artikel 8, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 mei 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1 - De zetel van de Commissie voor inzage van bestuursdocumenten, hierna "de Commissie" genoemd, is gevestigd in de lokalen van het Ministerie van het Waalse Gewest, place de la Wallonie 1, 5100 Jambes.

Art. 2 - § 1. De Commissie bestaat uit een voorzitter en vier leden, onder wie een ondervoorzitter.

Ze worden door de Regering benoemd voor een termijn van drie jaar die één keer hernieuwbaar is.

§ 2. De voorzitter is een magistraat of een eremagistraat van de Franstalige rol.

Twee leden worden benoemd onder de ambtenaren van het Gewest of van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn. Ze moeten minstens rang A3 bekleden.

De twee andere leden mogen noch ambtenaren van het Gewest zijn, noch in dienst zijn van het Gewest of van een publiekrechtelijk rechtspersoon die ervan afhankelijk is. Ze moeten in het bezit zijn van een universitair diploma en het administratief recht beheersen. De ondervoorzitter wordt onder hen aangewezen.

Voor elk lid wordt een plaatsvervanger aangewezen, op dezelfde wijze als de gewone leden.

§ 3. Als een lid verhinderd of afwezig is, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend lid. Als een lid zijn mandaat neerlegt of om de één of andere reden uit de Commissie treedt, wordt zijn mandaat door zijn plaatsvervanger voleindigd.

§ 4. Bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, of in afwachting van zijn vervanging, worden zijn opdrachten door zijn plaatsvervanger vervuld.

Bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter en van zijn plaatsvervanger, of in afwachting van hun vervanging, worden de opdrachten door de ondervoorzitter vervuld.

Bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, zijn plaatsvervanger en de ondervoorzitter, of in afwachting van hun vervanging, worden de opdrachten door de plaatsvervanger van de ondervoorzitter vervuld.

Art. 3 - Alvorens in functie te treden, leggen de voorzitter, de ondervoorzitter, de gewone en plaatsvervangende leden de eed af in handen van de Minister van Ambtenarenzaken, overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed bij de inwerkingstelling van de constitutionele monarchie.

Art. 4 - De leden van de Commissie mogen de beraadslaging niet bijwonen als ze betrekking heeft op onderwerpen waarbij ze vóór of na hun benoeming, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloedaanverwanten of aanverwanten tot en met de vierde graad rechtstreeks een persoonlijk belang hebben.

De in artikel 2, § 2, tweede lid, bedoelde leden mogen bovendien de beraadslaging niet bijwonen als ze betrekking heeft op dossiers die ze hebben meebeheerd of die behandeld werden binnen de Algemene Directie of de publiekrechtelijke rechtspersoon waaronder ze ressorteren.

Art. 5 - De leden van de Commissie kunnen van hun opdracht ontheven worden als ze hun verplichtingen niet nakomen of afbreuk doen aan de waardigheid van hun ambt.

Art. 6 - De gewone of plaatsvervangende leden van de Commissie hebben recht op 2.500 BEF presentiegeld per vergadering van minstens twee uur.

Het presentiegeld bedraagt 3.000 BEF voor de voorzitter of de ondervoorzitter wanneer hij het voorzitterschap waarneemt.

Die bedragen worden jaarlijks op 1 januari aan de gezondheidsindex aangepast. De referentie-index is die van 1 januari 1998.

Art. 7 - § 1. Om hun opdracht te vervullen, vallen de leden van de Commissie onder de toepassing van de artikelen 5 tot 7 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

§ 2. De leden van de Commissie die hun eigen wagen gebruiken om zich naar een zitting te begeven of om een opdracht te vervullen, hebben recht op de in artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 bedoelde vergoeding.

De vergoeding wordt berekend op grond van de kortste afstand tussen de plaats van de zitting of de opdracht en de hoofdverblijfplaats of de werkplaats van de leden.

Onder hoofdverblijfplaats verstaat men de gemeente waar het lid ingeschreven is.

§ 3. De leden van de Commissie krijgen hun verblijfskosten terugbetaald op grond van de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel worden de leden van de Commissie gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 8 - De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op binnen de maand na haar instelling.

Het reglement wordt bij eenparigheid van de aanwezige leden aangenomen en door de Regering goedgekeurd.

Art. 9 - De voorzitter leidt de debatten en ondertekent alle brieven, aanbevelingen en adviezen in naam van de Commissie.

Art. 10 - De Commissie beraadslaagt slechts op geldige wijze als de meerderheid van haar leden aanwezig is. De beslissingen worden bij volstrekte meerderheid genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter, of, als hij afwezig is, die van de ondervoorzitter beslissend.

De adviezen van de Commissie moeten gemotiveerd en openbaar zijn.

Art. 11 - Om haar opdrachten te vervullen, kan de Commissie zich door deskundigen laten bijstaan als ze het nuttig acht.

Art. 12 - Krachtens het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, moeten de bestuursorganen op verzoek van de voorzitter alle nuttige stukken en gegevens aan de Commissie verstrekken.

Als ze het wensen, kunnen de bestuursorganen door de Commissie gehoord worden.

Art. 13 - De werkingskosten van de Commissie en haar secretariaat zijn ten laste van de algemene begroting van het Waalse Gewest.

Art. 14 - Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door een ambtenaar van niveau 1 van het Ministerie van het Waalse Gewest, die aangewezen wordt door de Minister van Ambtenarenzaken.

Art. 15 - De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 1816 [98/31288]

20 MEI 1998. — Ordonnantie houdende de goedkeuring van de overdracht van een terrein van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1 - Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2 - De overdracht van onroerende goederen die op 12 januari 1998 bij authentieke akte door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is toegestaan en door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid is aanvaard, wordt goedgekeurd.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 mei 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën,
Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,
Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

Nota

(1) *Documenten van de Raad* :
Gewone zitting 1997-1998.
A-226/1 Ontwerp van ordonnantie.
A-226/2 Verslag.
Volledig verslag. — Bespreking en aanneming: vergadering van 8 mei 1998.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 1816 [98/31288]

20 MAI 1998. — Ordonnance approuvant la cession d'un terrain de la Région de Bruxelles-Capitale à l'agence régionale pour la propreté (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er} - La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2 - La cession d'immeubles consentie par la Région de Bruxelles-Capitale et acceptée par l'Agence régionale pour la Propreté par acte authentique le 12 janvier 1998 est approuvée.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

Note

(1) *Documents du Conseil* :
Session ordinaire 1997-1998.
A-226/1 Projet d'ordonnance.
A-226/2 Rapport.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption: séance du 8 mai 1998.